

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd als volgt : daar het decreet van 17 juli 2015 waarbij een vrijstellingsstelsel voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs wordt ingesteld op 1 september 2015 in werking treedt, moet dit besluit tot vaststelling van het formulier eveneens op 1 september 2015 in werking treden. Met dit formulier zullen de ouders, de voogd of de persoon die het kind onder zijn hoede heeft, of de leerling, als hij meerderjarig is, hun keuze uitdrukkelijk kunnen bepalen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De verklaring betreffende de keuze voor de cursus godsdienst en de op deze godsdienst steunende zedenleer, of voor de cursus niet confessionele zedenleer, of voor de vrijstelling van die cursussen, in te dienen bij de eerste inschrijving van een kind in een inrichting voor lager of secundair officieel onderwijs met volledig leerplan, wordt opgesteld overeenkomstig het model dat in de bijlage bij dit besluit wordt bepaald.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 10 september 1959 houdende toepassing van artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2015.

Art. 4. De Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 augustus 2015.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,

Mevr. J. MILQUET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203920]

16 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le règlement technique de la Commission de coordination des chantiers du 20 mars 2015 relatif aux dispenses prévues aux articles 10, 12 et 19 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau, les articles 1^{er}, 16^o, 10, 12 et 19;

Vu la délibération du 20 mars 2015 de la Commission de coordination des chantiers du 20 mars 2015;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve le règlement technique de la Commission de coordination des chantiers du 20 mars 2015 relatif aux dispenses prévues aux articles 10, 12 et 19 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau, annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le Ministre des Pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

ANNEXE

Règlement technique de la Commission de coordination des chantiers du 20 mars 2015 relatif aux dispenses prévues aux articles 10, 12, et 19 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau

Article 1^{er}. Définitions.

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

1^o "décret" : le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau;

2^o "zone dense" : la zone composée des parcelles jouxtant le périmètre du chantier et sur lesquelles figure au moins un bâtiment affecté à un service public ou plus de dix immeubles bâtis par cent mètres de périmètre. Par "bâtiment affecté à un service public", on entend notamment les bâtiments scolaires, administrations, hôpitaux, postes, casernes de pompiers et de police et par "immeubles bâtis", les immeubles pourvus d'un numéro de police;

3° "réseau structurant" : tel que défini et listé à l'article 2 de l'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2010 déterminant la date d'entrée en vigueur et portant exécution de l'article 2 du décret du 10 décembre 2009 modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures;

4° "voie de circulation" : bande de chaussée permettant la circulation d'une file de véhicules. Une voie de circulation peut être réservée à certains usagers ou à une utilisation particulière (voie pour autobus,...) et signalée comme telle.

Art. 2. Travaux dispensés de programmation.

Les chantiers et les types de chantiers visés à l'article 10, alinéa 2, du décret sont dispensés de figurer dans la programmation :

1° en vertu de l'urgence : toute intervention préventive ou consécutive à des incidents portant atteinte à la sécurité des biens ou des personnes ou destinée à assurer la pérennité des services publics et des services d'urgence. Est notamment considérée comme incident nécessitant une intervention urgente : la fuite sur un réseau d'eau ou de gaz, la rupture de réseau, l'incident électrique, le risque imminent d'incident sur un câble ou une canalisation, l'effondrement de la chaussée, effondrement de berge menaçant un ouvrage, une voie de communication, un bâtiment ou portant atteinte à l'intégrité du cours d'eau;

2° en vertu d'une décision des autorités judiciaires qui n'est plus susceptible de recours. Cette dispense de programmation est applicable lorsque les délais imposés dans cette décision ne permettent pas la programmation;

3° en vertu du type de travaux ou en vertu de leur importance limitée :

a) les travaux non inscrits au plan stratégique, au budget ou au programme d'investissement des personnes reprises à l'article 8 du décret;

b) tous les travaux concernant le domaine public régional et ses dépendances ne nécessitant pas l'ouverture de celui-ci, à l'exception du renouvellement du revêtement de la voirie;

c) les travaux d'un périmètre de moins 500 m et pour autant qu'ils soient situés en dehors des zones denses, du réseau structurant ou des zones préalablement définies par le Gouvernement;

d) les travaux d'un périmètre de moins 50 m qui sont situés soit dans les zones denses, soit le réseau structurant, soit dans des zones préalablement définies par le Gouvernement;

e) les travaux sans ouverture des voies de circulation dont l'ouverture du domaine public est inférieure à 5 mètres carrés avec une longueur maximale de 5 mètres, notamment, le placement armoire, le raccordement, les poteaux,...;

f) les travaux ordinaires de curage, d'entretien et de réparation au sens de l'article 6 de la loi du 28 décembre 1967 ainsi que tous les travaux sous, sur ou au-dessus des cours d'eau non navigables ne nécessitant pas l'ouverture du domaine du gestionnaire.

Art. 3. Travaux dispensés de coordination.

Les chantiers et les types de chantiers visés à l'article 12, alinéa 2, du décret sont dispensés de coordination :

1° en vertu de l'urgence : toute intervention préventive ou consécutive à des incidents portant atteinte à la sécurité des biens ou des personnes ou destinée à assurer la pérennité des services publics et des services d'urgence. Est notamment considérée comme incident nécessitant une intervention urgente : la fuite sur un réseau d'eau ou de gaz, la rupture de réseau, l'incident électrique, le risque imminent d'incident sur un câble ou une canalisation, l'effondrement de la chaussée, l'effondrement de berge menaçant un ouvrage, une voie de communication, un bâtiment ou portant atteinte à l'intégrité du cours d'eau;

2° en vertu d'une décision des autorités judiciaires qui n'est plus susceptible de recours. Cette dispense de coordination est applicable lorsque les délais imposés dans cette décision ne permettent pas la coordination;

3° en vertu d'une mise en demeure de la Commission européenne lorsque la procédure de coordination rend impossible l'exécution des travaux dans le délai prescrit par le droit européen;

4° en vertu du type de travaux ou en vertu de leur importance limitée :

a) tous les travaux concernant le domaine public régional et ses dépendances ne nécessitant pas l'ouverture de celui-ci, à l'exception du renouvellement du revêtement de la voirie;

b) les travaux d'un périmètre de moins 500 m et pour autant qu'ils soient situés en dehors des zones denses, du réseau structurant ou des zones préalablement définies par le Gouvernement,

c) les travaux d'un périmètre de moins 50 m qui sont situés soit dans les zones denses, soit sur le réseau structurant, soit dans des zones préalablement définies par le Gouvernement;

d) les travaux sans ouverture des voies de circulation dont l'ouverture du domaine public est inférieure à 5 mètres carrés avec une longueur maximale de 5 mètres notamment : le placement d'armoire, le raccordement, les poteaux,...;

e) les travaux ordinaires de curage, d'entretien et de réparation au sens de l'article 6 de la loi du 28 décembre 1967 ainsi que tous les travaux sous, sur ou au-dessus des cours d'eau non navigables ne nécessitant pas l'ouverture du domaine du gestionnaire.

Art. 4. Travaux dispensés de l'autorisation préalable d'exécution de chantiers.

§ 1^{er}. Les chantiers et les types de chantiers visés à l'article 19 du décret sont dispensés de l'autorisation préalable d'exécution de chantier :

1° en vertu de l'urgence : toute intervention préventive ou consécutive à des incidents portant atteinte à la sécurité des biens ou des personnes ou destinée à assurer la pérennité des services publics et des services d'urgence. Est notamment considérée comme incident nécessitant une intervention urgente : la fuite sur un réseau d'eau ou de gaz, la rupture de réseau, l'incident électrique, le risque imminent d'incident sur un câble ou une canalisation, l'effondrement de la chaussée, l'effondrement de berge menaçant un ouvrage, une voie de communication, un bâtiment ou portant atteinte à l'intégrité du cours d'eau;

2° en vertu d'une décision des autorités judiciaires qui n'est plus susceptible de recours. Cette dispense d'autorisation d'exécution de chantier est applicable lorsque les délais imposés dans cette décision ne permettent pas l'obtention d'une autorisation d'exécution de chantier;

3° en vertu d'une mise en demeure de la Commission européenne lorsque la procédure de coordination rend impossible l'exécution des travaux dans le délai prescrit par le droit européen.

Ces chantiers font cependant l'objet d'une information auprès du gestionnaire au plus tard le premier jour ouvrable suivant les travaux.

§ 2. Les chantiers suivants font cependant l'objet d'une information auprès du gestionnaire au plus tard cinq jours avant le début des travaux :

1° en vertu de leur importance limitée : les travaux sans ouverture des voies de circulation dont l'ouverture du domaine public est inférieure à 5 mètres carrés avec une longueur maximale de 5 mètres notamment : placement armoire, raccordement, poteaux...;

2° en vertu du type de travaux :

a) tous les travaux concernant le domaine public régional et ses dépendances ne nécessitant pas l'ouverture de celui-ci, à l'exception du renouvellement du revêtement de la voirie,

b) les travaux ordinaires de curage, d'entretien et de réparation au sens de l'article 6 de la loi du 28 décembre 1967 ainsi que tous les travaux sous, sur ou au-dessus des cours d'eau non navigables ne nécessitant pas l'ouverture du domaine du gestionnaire.

Art. 5. Personnes dispensées mais considérées comme bénéficiaires d'autorisation.

Les personnes dispensées à l'article 4 sont néanmoins considérées comme bénéficiaires d'autorisation pour l'application des articles 29, 32, 34, 35, 36, 37, 39, 38, 40, 41, et 42, du décret.

Vu et annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 approuvant le règlement technique de la Commission de coordination des chantiers du 20 mars 2015 relatif aux dispenses prévues aux articles 10, 12 et 19 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau.

Namur, le 16 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/203920]

16. JULI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der technischen Regelung der Kommission für die Koordination der Baustellen vom 20. März 2015 bezüglich der in den Artikeln 10, 12 und 19 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen vorgesehenen Freistellungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen, insbesondere des Artikels 1 Ziffer 16, 10, 12 und 19;

Aufgrund des Beschlusses vom 20. März 2015 der Kommission für die Koordination der Baustellen;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung genehmigt die dem vorliegenden Erlass als Anhang beigefügte technische Regelung der Kommission für die Koordination der Baustellen vom 20. März 2015 bezüglich der in den Artikeln 10, 12 und 19 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen vorgesehenen Freistellungen.

Art. 2 - Der Minister für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

ANHANG

Technische Regelung der Kommission für die Koordination der Baustellen vom 20. März 2015 bezüglich der in den Artikeln 10, 12 und 19 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen vorgesehenen Freistellungen

Artikel 1 - Definitionen.

Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen;

2° "dichte Zone": die Zone, die sich aus den Parzellen zusammensetzt, die an den Umkreis der Baustelle angrenzen und auf denen mindestens ein Gebäude, das einem öffentlichen Dienst zugewiesen ist, oder mehr als zehn bebaute Immobiliengüter pro hundert Meter Umkreis stehen. Unter "Gebäude, das einem öffentlichen Dienst zugewiesen ist"

sind insbesondere die Schulgebäude, Verwaltungen, Krankenhäuser, Poststellen, Feuerwehkasernen und Polizeigebäude, und unter "bebaute Immobiliengütern" sind die mit einer Polizeinummer versehenen Immobiliengüter zu verstehen;

3° "strukturierendes Netz": in Artikel 2 des Anhangs zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 2010 zur Bestimmung des Inkrafttretedatums und zur Ausführung von Artikel 2 des Dekrets vom 10. Dezember 2009 zur Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) festgelegtes und aufgelistetes Netz;

4° "Fahrstreifen": Fahrbahn für den Verkehr einer Fahrzeugkolonne. Eine Fahrspur kann für bestimmte Verkehrsteilnehmer oder für eine besondere Verwendung (Spur für Autobusse,...) vorbehalten sein und als solche gekennzeichnet sein.

Art. 2 - Arbeiten, die von einer Planung befreit sind.

Die in Artikel 10 Absatz 2 des Dekrets erwähnten Baustellen und Baustellenarten müssen nicht in der Planung stehen:

1° aufgrund der Dringlichkeit: jeder vorbeugende Einsatz oder jeder Einsatz infolge von Vorfällen, die die Sicherheit der Güter oder Personen beeinträchtigen, oder der dazu bestimmt ist, den Fortbestand der öffentlichen Dienste und der Notdienste zu gewährleisten. Als Vorfälle, die einen dringenden Einsatz erfordern, werden angesehen: der Ausfluss bzw. Austritt aus einem Wasser- oder Gasversorgungsnetz, der Netzausfall, die elektrische Störung, die unmittelbare Gefahr einer Störung auf einem Kabel oder einer Leitung, der Einsturz der Fahrbahn, der Einsturz eines Ufers, der ein Bauwerk, einen Verkehrsweg, ein Gebäude gefährdet oder die Unversehrtheit des Wasserlaufs beeinträchtigt;

2° aufgrund eines Beschlusses der Gerichtsbehörden, gegen den kein Einspruch mehr erhoben werden kann. Diese Planungsbefreiung ist anwendbar, wenn die in diesem Beschluss auferlegten Fristen die Planung nicht ermöglichen;

3° aufgrund der Art der Arbeiten oder aufgrund ihrer begrenzten Bedeutung:

a) die Arbeiten, die nicht im strategischen Plan, im Haushaltsplan oder im Investitionsprogramm der in Artikel 8 des Dekrets angeführten Personen stehen;

b) alle Arbeiten betreffend das regionale öffentliche Straßennetz und seine Nebenanlagen, die dessen Aufbruch nicht erfordern, mit Ausnahme der Erneuerung des Straßenbelags;

c) die Arbeiten in einem Umkreis von weniger als 500 m, sofern sie außerhalb der dichten Zonen, des strukturierenden Netzes oder der vorab von der Regierung bestimmten Zonen liegen;

d) die Arbeiten in einem Umkreis von weniger als 50 m, die entweder in den dichten Zonen oder im strukturierenden Netz oder in den vorab von der Regierung bestimmten Zonen liegen;

e) die Arbeiten ohne Aufbruch der Verkehrsstraßen, deren Öffnung des öffentlichen Eigentums weniger als 5 Quadratmeter mit einer Länge von höchstens 5 Metern beträgt, insbesondere die Anbringung eines Kastens, der Anschluss, die Strommasten, ...;

f) die gewöhnlichen Reinigungs-, Instandhaltungs- und Wiederherstellungsarbeiten im Sinne des Artikels 6 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 sowie alle Arbeiten unter, auf oder über den nicht schiffbaren Wasserläufen, die nicht die Öffnung des Eigentums des Verwalters erfordern.

Art. 3 - Arbeiten, die von einer Koordination befreit sind.

Die in Artikel 12 Absatz 2 des Dekrets erwähnten Baustellen und Baustellenarten sind von der Koordination befreit:

1° aufgrund der Dringlichkeit: jeder vorbeugende Einsatz oder jeder Einsatz infolge von Vorfällen, die die Sicherheit der Güter oder Personen beeinträchtigen, oder der dazu bestimmt ist, den Fortbestand der öffentlichen Dienste und der Notdienste zu gewährleisten. Als Vorfälle, die einen dringenden Einsatz erfordern, werden angesehen: der Ausfluss bzw. Austritt aus einem Wasser- oder Gasversorgungsnetz, der Netzausfall, die elektrische Störung, die unmittelbare Gefahr einer Störung auf einem Kabel oder einer Leitung, der Einsturz der Fahrbahn, der Einsturz eines Ufers, der ein Bauwerk, einen Verkehrsweg, ein Gebäude gefährdet oder die Unversehrtheit des Wasserlaufs beeinträchtigt;

2° aufgrund eines Beschlusses der Gerichtsbehörden, gegen den kein Einspruch mehr erhoben werden kann. Diese Koordinationsbefreiung ist anwendbar, wenn die in diesem Beschluss auferlegten Fristen die Koordination nicht ermöglichen;

3° aufgrund einer Mahnung der europäischen Kommission, wenn das Koordinationsverfahren die Durchführung der Arbeiten innerhalb der vom europäischen Recht vorgeschriebenen Fristen unmöglich macht;

4° aufgrund der Art der Arbeiten oder aufgrund ihrer begrenzten Bedeutung:

a) alle Arbeiten betreffend das regionale öffentliche Straßennetz und seine Nebenanlagen, die dessen Aufbruch nicht erfordern, mit Ausnahme der Erneuerung des Straßenbelags;

b) die Arbeiten in einem Umkreis von weniger als 500 m, sofern sie außerhalb der dichten Zonen, des strukturierenden Netzes oder der vorab von der Regierung bestimmten Zonen liegen;

c) die Arbeiten in einem Umkreis von weniger als 50 m, die entweder in den dichten Zonen oder im strukturierenden Netz oder in den vorab von der Regierung bestimmten Zonen liegen;

d) die Arbeiten ohne Aufbruch der Verkehrsstraßen, deren Öffnung des öffentlichen Eigentums weniger als 5 Quadratmeter mit einer Länge von höchstens 5 Metern beträgt, insbesondere: Anbringung eines Kastens, der Anschluss, Strommasten,...;

e) die gewöhnlichen Reinigungs-, Instandhaltungs- und Wiederherstellungsarbeiten im Sinne des Artikels 6 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 sowie alle Arbeiten unter, auf oder über den nicht schiffbaren Wasserläufen, die nicht die Öffnung des Eigentums des Verwalters erfordern.

Art. 4 - Arbeiten, die von der vorherigen Zulassung zur Durchführung von Baustellen befreit sind.

§ 1. Die in Artikel 19 des Dekrets erwähnten Baustellen und Baustellenarten sind von der vorherigen Zulassung zur Durchführung von Baustellen befreit:

1° aufgrund der Dringlichkeit: jeder vorbeugende Einsatz oder jeder Einsatz infolge von Vorfällen, die die Sicherheit der Güter oder Personen beeinträchtigen, oder der dazu bestimmt ist, den Fortbestand der öffentlichen Dienste und der Notdienste zu gewährleisten. Als Vorfälle, die einen dringenden Einsatz erfordern, werden angesehen: der Ausfluss bzw. Austritt aus einem Wasser- oder Gasversorgungsnetz, der Netzausfall, die elektrische Störung, die unmittelbare Gefahr einer Störung auf einem Kabel oder einer Leitung, der Einsturz der Fahrbahn, der Einsturz eines Ufers, der ein Bauwerk, einen Verkehrsweg, ein Gebäude gefährdet oder die Unversehrtheit des Wasserlaufs beeinträchtigt;

2° aufgrund eines Beschlusses der Gerichtsbehörden, gegen den kein Einspruch mehr erhoben werden kann. Diese Befreiung von der vorherigen Zulassung zur Durchführung von Baustellen ist anwendbar, wenn die in diesem Beschluss auferlegten Fristen den Erhalt einer Zulassung zur Durchführung von Baustellen nicht ermöglichen;

3° aufgrund einer Mahnung der europäischen Kommission, wenn das Koordinationsverfahren die Durchführung der Arbeiten innerhalb der vom europäischen Recht vorgeschriebenen Fristen unmöglich macht.

Diese Baustellen müssen jedoch dem Verwalter spätestens am ersten Werktag nach den Arbeiten mitgeteilt werden.

§ 2. Die folgenden Baustellen müssen jedoch dem Verwalter spätestens fünf Tage vor Beginn der Arbeiten mitgeteilt werden:

1° aufgrund ihrer begrenzten Bedeutung: die Arbeiten ohne Aufbruch der Verkehrsstraßen, deren Öffnung des öffentlichen Eigentums weniger als 5 Quadratmeter mit einer Länge von höchstens 5 Metern beträgt, insbesondere: die Anbringung eines Kastens, der Anschluss, die Strommasten...

2° aufgrund der Art der Arbeiten:

a) alle Arbeiten betreffend das regionale öffentliche Straßennetz und seine Nebenanlagen, die dessen Aufbruch nicht erfordern, mit Ausnahme der Erneuerung des Straßenbelags;

b) die gewöhnlichen Reinigungs-, Instandhaltungs- und Wiederherstellungsarbeiten im Sinne des Artikels 6 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 sowie alle Arbeiten unter, auf oder über den nicht schiffbaren Wasserläufen, die nicht die Öffnung des Eigentums des Verwalters erfordern.

Art. 5. Befreite Personen, die jedoch als Zulassungsinhaber angesehen werden.

Die in Artikel 4 befreiten Personen werden jedoch für die Anwendung der Artikel 29, 32, 34, 35, 36, 37, 39, 38, 40, 41 und 42 des Dekrets als Zulassungsinhaber angesehen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2015 zur Genehmigung der technischen Regelung der Kommission für die Koordination der Baustellen vom 20. März 2015 bezüglich der in den Artikeln 10, 12 und 19 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen vorgesehenen Freistellungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Juli 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203920]

16 JULI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het technisch reglement van de Commissie voor de coördinatie van de werven van 20 maart 2015 betreffende de vrijstellingen bedoeld in de artikelen 10, 12 en 19 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen, de artikelen 1, 16°, 10, 12 en 19;

Gelet op de beraadslaging van 20 maart 2015 van de Commissie voor de coördinatie van de werven van 20 maart 2015;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde technisch reglement van de Commissie voor de coördinatie van de werven van 20 maart 2015 betreffende de vrijstellingen bedoeld in de artikelen 10, 12 en 19 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen wordt door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN